

La justice et l'égalité sont au cœur des nombreuses mobilisations sociales actuelles, que ce soit celles des étudiant-e-s, des retraité-e-s, des syndicats, des gilets jaunes...

La détresse sociale s'exprime de plus en plus dans la rue, au fil des attaques d'une politique de captation des richesses de plus en plus décomplexée. Cette détresse, nous en constatons amèrement la montée depuis des années. Cette politique, nous la combattons depuis des années.

Même dans nos laboratoires les situations sont de plus en plus difficiles. Combien de nos collègues, et pas seulement en catégorie C, se retrouvent à la merci du moindre "accident de la vie" ? Combien d'équipes, d'unités, de sujets de recherche sont sacrifiés à des "priorités" économiques mesquines, au détriment de l'intérêt de la science, de l'intérêt général.

Justice sociale, fiscale, environnementale, égalité des droits sont des conditions indispensables à un système réellement démocratique dans le monde du travail comme dans la société toute entière. Ce sont les mêmes revendications qui sont portées par les multiples mobilisations. Car le gouvernement ne lâche pas prise : refus des mesures élémentaires de justice fiscale et sociale, poursuite du programme de réformes qui attaquent les droits à la retraite, ceux des chômeurs et chômeuses, pas de prise en compte du changement climatique, une accélération du démantèlement de la fonction publique, pas la moindre suspension des suppressions de services publics locaux.

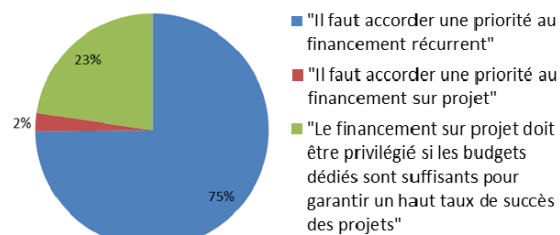
Le projet de loi de réforme de la fonction publique reprend les pires éléments qui avaient été annoncés, que nous avions dénoncés¹. Il va parfois même plus loin que ce que la plupart des organisations syndicales avaient qualifié d'inacceptable ! Ce n'est pas un tel projet de loi qui peut constituer une porte de sortie. Il faudrait ne pas avoir ouvert un journal depuis 20 ans pour croire encore que c'est en négociant des "aménagements" (Boris Vian aurait sûrement apprécié) que l'on peut enrayer un projet conçu et voulu pour démanteler les services publics, en fragilisant au-delà du point de rupture tant les agents que les services.

Et ce n'est pas un "grand débat" lancé à la sauvette comme un pare-feu qui y changera quelque chose. Ils (les "puissants", "ceux qui savent où est notre bien") en ignoreront les revendications, sauf les plus anecdotiques. Déjà, ils ont clairement annoncé qu'ils ne regarderaient que les réponses à un questionnaire verrouillé. La communauté de l'ESR, qui a répondu massivement à un précédent questionnaire d'Amélie de Montchalin, sait le sort que l'on fait aux "mauvaises" réponses. Quand bien même elles sont quasi-unanimes, elles sont purement et simplement évacuées des conclusions. Il en sera de même du "grand débat". Au pire, il servira de prétexte à fermer ou privatiser plus vite certains services publics.

A quoi servent les grandes « consultations nationales » ?

Dans le cadre de la préparation de la loi budgétaire, la députée A. de Montchalin a organisé l'an passé une consultation « citoyenne » par internet sur le financement de la recherche. À la question sur l'équilibre entre les financements récurrents et ceux par appel à projet (notamment l'ANR) voici les réponses :

5. Comment jugez-vous l'équilibre actuel entre financement en continu et financement sur appel à projets de la recherche en établissement supérieur ?



<http://www.assemblee-nationale.fr/15/rap-info/i1213.asp>

Et quelle a été la réponse du gouvernement ?

Augmenter l'ANR ! Cherchez l'erreur...

¹ <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article2944>

Il en sera peut-être de même des consultations du président du CNRS, dont nous saluons néanmoins la prise de position pour la lutte contre les discriminations du 8 mars. Sans doute est-ce moins polémique d'appeler le personnel à quitter le travail à 15h40, comme nous le faisons depuis des années, que de conserver les postes de statutaires indispensables à la réduction de la précarité ... qui touche majoritairement les femmes ! Les lettres de mission pour la préparation de la loi de programmation de l'ESR que la ministre a communiqué à la presse ne laissent pas planer d'ambiguïté sur l'avenir qui nous est préparé.

Et si le ministère a reculé sur l'augmentation des droits d'inscription pour les étudiant-e-s étranger-e-s pour le doctorat et les classes préparatoires aux grandes écoles (pourquoi seulement celles-là ?), cette augmentation reste maintenue pour toutes les autres formations ; cette discrimination par l'argent - et la nationalité -, est totalement inacceptable et nous devons continuer à nous mobiliser pour réclamer l'abandon de ce projet².

Aujourd'hui, même celles et ceux qui ne se reconnaissent pas dans notre action syndicale constatent qu'il n'y a rien à attendre des "puissants", qu'on ne leur ait arraché par la lutte ! Aujourd'hui, nous ne sommes plus seuls pour défendre nos intérêts, notre utilité sociale, nos besoins et nos envies d'avancer. Au-delà des positions défensives, nous pouvons revendiquer de vraies améliorations pour nos salaires, notre sécurité, nos moyens de recherche, l'indépendance de notre expertise... Mais personne ne se battra pour nous, si nous ne sommes pas capables de nous engager nous-mêmes.

Déjà, nous pouvons rejeter toutes les récupérations mercantiles de ce **8 mars** et faire en sorte que cette date soit totalement un jour de lutte contre les discriminations, pour l'égalité. <https://solidaires.org/8-mars-greve-des-femmes>

Demain, nous pouvons rejoindre les étudiantes et étudiants qui se rassembleront devant le ministère à l'occasion du CNESER les **11 et 12 mars** : <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3044>

Les **15 et 16 mars**, c'est encore pour l'avenir que nous agissons, avec les actions contre le dérèglement climatique (<https://solidaires.org/Urgence-climatique-justice-sociale-15-et-16-mars>). Le **19 mars**, nous pouvons agir avec l'ensemble du monde du travail, et le **27 mars** plus clairement contre le projet de loi fonction publique.

Il ne s'agit pas de se disperser, il s'agit de se motiver, de se renforcer mutuellement. Tout au long de ce mois de mars, nous vous invitons à participer à toute initiative qui vous séduira. En cas de besoin, un préavis de grève de Solidaires Fonction Publique couvre tout le mois de mars.

Car la lutte qui s'engage maintenant est porteuse d'un réel espoir : nous avons encore les moyens de prendre en main notre destin, et c'est bien ce que les gouvernants redoutent. Que ce mois de mars soit un galop d'échauffement pour toutes et tous, le moyen de se rencontrer pour s'engager ensemble plus avant, plus fort, aussi fort qu'il le faudra... Et il le faudra !



² <https://www.sud-recherche.org/SPIPprod/spip.php?article3003>